

<https://www.ricochets.cc/La-violence-policiere-est-decrite-comme-accidentelle-residuelle-le-fruit-d-un.htm>
↓



**La violence policière est
décrite comme accidentelle,
résiduelle, le fruit d'un
dysfonctionnement, alors
qu'elle est la norme**

Date de mise en ligne : dimanche 4 août 2019

- Les Articles -

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Vous trouverez une excellente interview du sociologue Mathieu Rigouste dans cet article de la revue Frustrations :

- [L'État a recours à des répertoires de violence qui montent en intensité jusqu'à ce qu'il ait réussi à écraser ou discipliner ce qui gêne les classes dominantes](#)

Le corps du jeune Steve récemment retrouvé dans la Loire, Zineb Redouane morte d'une grenade lacrymogène, 24 gilets jaunes éborgnés et 5 mains arrachées, des supporters Algériens matés pendant la CAN jusqu'à en perdre un oeil, des militants écolos gazés ... non non, on n'est pas à Hong-Kong ou en abominable Russie, mais bien en France, ce qu'ont d'ailleurs parfois tendance à oublier certains de nos médias mainstreams préférés. Depuis le mouvement insurrectionnel des gilets jaunes, notre police, en roue libre, se lâche complètement : elle cogne, eborgne et provoque, protégée par le gouvernement, et se fait ainsi la garante du maintien de l'ordre économique, social et politique en France. A un point tel que même la presse étrangère tendance conservatrice comme The Independent pointe du doigt le "maintien de l'ordre" bien de chez nous. Comme nous le rappelle la marche organisée à Beaumont-sur-Oise il y a maintenant plus d'une semaine en hommage à Adama Traoré et de d'autres victimes de brutalités policières, cette répression systémique en toute impunité existe depuis très longtemps dans les quartiers populaires. Avec le sociologue Mathieu Rigouste, auteur du livre *La domination policière. Une violence industrielle* en 2014 aux éditions La Fabrique, nous avons souhaité en savoir un peu plus et y voir un peu plus clair sur notre État policier, dans un contexte d'une ampleur telle que l'expression "tout le monde déteste la police" n'aura jamais été aussi pertinente et dans l'ère du temps.



#selonIGPN : ces policiers aide une personne à se relever en lui tendant des bâtons

- Extraits :

Le racisme d'Etat structure le pouvoir policier depuis les état-majors politiques jusque dans les gestes des agents sur le terrain. Il y a eu une préparation idéologique intense dans les médias dominants. On a préparé les esprits à l'idée que des hordes sauvages allaient tout brûler pour mieux légitimer un schéma répressif conçu pour taper fort. La représentation de ceux qu'on a prévu d'écraser, comme des corps à la fois barbares et sacrificables, est une technologie fondamentale dans l'histoire des sociétés impérialistes.

Les journalistes de The Independent ont une mauvaise analyse de ce qu'est l'Etat et semblent mal connaître l'histoire de l'impérialisme français. Les Etats respectent les lois qu'ils veulent et la base d'une loi, c'est que ceux qui la produisent n'aient pas à s'y soumettre. Ce qu'on appelle la « raison d'Etat » permet aux classes dominantes dans

ou en dehors du droit, de justifier selon les époques, l'emploi de la torture, l'esclavage, la colonisation, le commerce des armes, l'enfermement, le génocide... La société impérialiste française s'est constituée en déployant des fictions universalistes pour mieux répandre le carnage, le pillage et l'oppression partout autour de la planète. La capacité de ces armes à asphyxier, mutiler et terroriser, c'est exactement ce pourquoi le ministère de l'Intérieur dépense des millions d'euros. Je crois que tous les Etats menacés d'être renversés par les classes dominées en viennent tôt ou tard à employer la coercition de masse puis des violences extrêmes et finalement la guerre contre le peuple, s'ils ne sont pas destitués avant par « le peuple ».

La « violence policière » est alors décrite comme accidentelle, résiduelle, elle serait le fruit d'un dysfonctionnement, une anomalie, alors qu'elle est la norme. Et on la replie sur le seul sujet du LBD. L'étape suivante a été, pour une partie de la gauche institutionnelle, de proposer l'interdiction du LBD seulement dans ce qu'ils appellent les « mouvements sociaux », c'est-à-dire d'en conserver l'emploi dans les quartiers populaires, les lieux d'enfermement et aux frontières.

La police est une institution chargée d'employer la coercition pour maintenir l'ordre social, économique et politique. Elle est violente par principe. Si on te crie « police ! » dans la rue, ton corps se raidit. Le seul mot de « police » fait violence. L'idée même de pouvoir être contrôlé est un régime de pouvoir particulièrement violent. Perso, quand je dis violence policière, c'est pour qualifier ce type de violence d'Etat, la distinguer de violences judiciaires, militaires... mais pas pour faire comme s'il pouvait exister une police non-violente.

Il y a une impunité réelle, programmée par les hiérarchies politiques et mise en oeuvre par l'institution judiciaire. Mais toute l'idéologie policière est construite sur une posture victimaire selon laquelle les flics seraient maltraités par l'Etat. Dans l'ère sécuritaire, cette posture leur permet de réclamer sans cesse plus de moyens, d'argent, d'armes et d'impunité, tout en dissimulant leur statut de milices privilégiées par l'Etat.

Pour Steve, c'est "homicide involontaire" qui a été retenu, ce qui revient à construire sa mort comme un accident, un dysfonctionnement. Alors que la socio-histoire de la police montre justement que ce sont des pratiques rationnellement et techniquement organisées par l'Etat qui produisent toutes ces violences.

La chaîne de commandement théorique part du politique, passe par le judiciaire et aboutit au policier. Mais chacun de ces champs dispose aussi de formes d'autonomie relative et dans l'ère sécuritaire, le pouvoir policier tend de plus en plus à vouloir ordonner les pouvoirs judiciaires et politiques. Je ne crois pas qu'il y ait une symbiose parfaite mais plutôt une collaboration constante entre des institutions dont les fractions dirigeantes peuvent aussi s'opposer et se concurrencer. D'autre part, il y a toujours une différence majeure entre le mythe de la séparation des pouvoirs et le fonctionnement réel du champ judicario-politique. Sur l'affaire de Jérôme Rodriguez, il peut sembler évident qu'une fraction politique demande à une fraction judiciaire de se saisir du dossier pour criminaliser le personnage. Mais au fond, il n'y a même pas vraiment besoin de demander. Les agents des pouvoirs politiques, judiciaires et policières appartiennent à une même classe sociale. Il y a de nombreuses situations dans lesquelles, ils n'ont même pas besoin de se coordonner, dans la mesure où ils pensent de la même manière et ont des intérêts convergents. Et là, de toute évidence, ils pensent qu'ils peuvent de cette manière en finir avec le mouvement.